

Actualité Maghreb/Moyen-Orient 4

13 janvier 2006

Syrie : l'année de tous les dangers

Judith Cahen



L'Ifri est un centre de recherche et de débat sur les principales questions de politique internationale et d'économie. Présidé par Thierry de Montbrial depuis sa fondation en 1979, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi 1901).

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Tous droits réservés, Ifri, 2006 - www.ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60

Eur-Ifri
22-28 Avenue d'Auderghem
1040 - Bruxelles, Belgique
Tél. : +(32) 2 238 51 10

I - Bachar al-Assad entre contradictions internes et pressions internationales

Bachar al-Assad dirige la Syrie depuis 2000 et il est très difficile d'analyser sa politique. On en vient même à se demander qui, de lui, de sa famille ou des caciques du régime, dirige le pays. Tout se passe comme si, en six ans, il n'avait fait aucun choix stratégique clair.

Veut-il s'engager dans des réformes économiques ?

Dès son investiture, le jeune président promet des réformes économiques et fiscales qu'il a fondamentalement du mal à mettre en place tant le pays est sclérosé et ... corrompu. La libéralisation permet certes l'émergence d'un secteur bancaire privé, dans lequel les banques libanaises jouent un rôle majeur, mais ne réussit pas à endiguer un chômage galopant. Le chiffre moyen officiel du chômage s'établissait à 12,3 % de la population active en 2004, une augmentation de près de 50% en dix ans.

La lutte anti-corruption : jusqu'où ?

Bien avant son accession au pouvoir, Bachar hérite du dossier libanais (précédemment aux mains du vice-président Abdel Halim Khaddam) et devient le Monsieur anti-corruption de la Syrie. Peu de temps avant le décès de son père (juin 2000), un nouveau gouvernement rajeuni est nommé. Mahmoud Zou'bi, premier ministre pendant près de treize ans, en est exclu, soupçonné d'avoir profité des subsides de l'Etat. Il se suicide peu après. D'autres accusations visent des hommes symboles du régime, comme le général Hikmat Chehabi, chef d'état-major de l'armée pendant vingt-quatre ans qui s'envole précipitamment pour les Etats-Unis. La presse rapportera qu'il a été salué à son départ par Mr Rafic Hariri, premier ministre libanais et par le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, aujourd'hui démissionnaire et réfugié en France.

La lutte anti-corruption s'avérera également un moyen pour Bachar al-Assad de neutraliser des hommes puissants qui attendait la mort du Lion pour prendre sa place.

La Syrie en marche vers la démocratie ?

Le 17 juillet 2000, lors de son discours d'investiture Bachar al-Assad promet des ouvertures politiques, tout en précisant que la Syrie *n'est pas un pays comme les autres*, manière de faire comprendre à ses compatriotes que la Syrie ne peut accepter une démocratie à l'occidentale.

Pendant un an, des pétitions émanant d'intellectuels, d'avocats, de Syriens de l'étranger ou de Frères musulmans basés à Londres paraissent dans la presse arabe non syrienne pour réclamer la fin de l'état d'urgence, le retour à l'Etat de droit, le multipartisme et la libération de tous les prisonniers politiques. Dans le même temps, des *muntadayat* (réunions politiques organisées dans des salons privés) s'ouvrent à Damas et dans la plupart des grandes villes du pays, recueillant un large succès. Des personnalités politiques indépendantes, des universitaires, mais aussi nombre de citoyens commencent à y exprimer, en public et sous l'œil attentif de membres du Baath, leurs critiques contre la corruption, l'accaparement du pouvoir par les dignitaires du régime et leurs enfants. Ils profitent de ces tribunes pour appeler au multipartisme, au respect du droit d'expression et à la libération des prisonniers politiques. On verra même, chose exceptionnelle en Syrie, un ministre participer à un débat télévisé au cours duquel il répondait en direct aux questions quelque fois critiques des téléspectateurs.

Mais le printemps de Damas ne dura que quelques mois pour rapidement se transformer en un hiver qui dure jusqu'à aujourd'hui.

Le 8 février 2001, dans une interview à *Asharq Al-Awsat*, puis en mars lors de manœuvres militaires, M. Bachar al-Assad déclarait que l'unité nationale, la politique de son père, l'armée et le parti sont des sujets qui ne pouvaient être critiqués. De son côté, le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam affirmait que : « l'Etat ne permettra pas que la Syrie se transforme en une autre Algérie ».

Puis, en septembre, le régime jette en prison dix militants pour la démocratie, dont M. Riyad Seif, député indépendant, et M. Riyad Turk, le « Mandela syrien » qui venait d'être libéré après avoir passé 17 ans en prison sous Hafez al-Assad. Ils seront condamnés par des tribunaux militaires à des peines allant de deux à dix ans de prison pour avoir « porté atteinte à la Constitution, incité à la sédition armée et aux dissensions confessionnelles, sapé le sentiment patriotique et propagé de fausses nouvelles ».

Les hauts et les bas de la diplomatie syrienne.

Pour tenter d'effacer son image de *rogue state*, et de faire oublier qu'elle est déjà sous le coup d'un quasi embargo américain, la Syrie collabore, dès octobre 2001, avec la CIA dans les enquêtes sur les personnes liées à Al Qaïda.

Damas accepte également d'accueillir des personnes suspectes aux yeux des Américains. En septembre 2002, Maher Arar, un canadien d'origine syrienne est arrêté à New York par la police des frontières américaines et expédié à Damas pour activités terroristes présumées. Il y sera détenu (et torturé, semble-t-il) pendant 13 mois, puis libéré sans aucun procès.

Mais en 2003, Bachar al-Assad - contrairement à ce qu'avait fait son père en 1990 - condamne l'offensive américano-britannique sur Bagdad et soutient un régime qui avait été ouvertement ennemi.

A la demande du Pentagone de contrôler ses frontières pour empêcher l'infiltration de jihadistes vers l'Irak le Président syrien répond avoir besoin d'un soutien logistique et matériel de l'armée américaine, soutien qui lui est refusé.

En août 2004, sous l'impulsion américaine et française l'Onu vote la 1 559 qui demande le retrait des troupes syriennes du Liban, le désarmement du Hizbollah et des milices palestiniennes ainsi que le redéploiement de l'armée libanaise dans le sud du pays. Damas obtempère. Quelques mois après le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 1 595 instituant une commission d'investigation internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri.

La Commission Mehlis commence à enquêter au Liban et en Syrie entre le printemps et l'été 2005. Des témoins parlent, se rétractent, des militaires libanais sont arrêtés, un ministre syrien se suicide, d'autres attentats meurtriers sont perpétrés au Liban. Et la Commission présente un rapport intermédiaire en octobre indiquant que l'assassinat du Premier ministre aurait difficilement pu se faire sans l'approbation de responsables de hauts rang des services syriens et libanais

Damas se retrouve à nouveau dans une position délicate... tandis que, selon certains analystes, le Liban est au bord de l'implosion.

II - Les point de vue damascène et beyrouthin

Que l'on se place de Damas ou de Beyrouth, l'analyse de l'actualité n'est évidemment pas la même.

- ✓ **Pour une grande partie des Libanais**, la résolution 1 644, votée en décembre 2005 au lendemain de la présentation du deuxième rapport Mehlis et de l'assassinat à Beyrouth du député Gebrane Tuéni, prouverait l'affaiblissement de la pression internationale sur Damas. La résolution ne tient en effet pas compte de la demande d'une partie de la famille politique libanaise d'élargir l'enquête du magistrat allemand à tous les assassinats (ou tentatives d'assassinats) qui ont précédé ou suivi celui de l'ex-premier ministre Rafic

Hariri. Les membres permanents du Conseil de sécurité ont par ailleurs refusé de voter des sanctions à l'encontre de Damas. Déjà en octobre 2005, la Russie, la Chine et l'Algérie s'étaient vivement opposées à l'adoption de sanctions.

- ✓ **Pour le régime syrien**, les derniers développements prouveraient que Damas est seule contre tous, accusée d'un crime qu'elle n'aurait pas commis alors qu'elle se déclare prête à coopérer avec la justice internationale. Pour une partie des Syriens, le discours de Bachar al-Assad à l'université en novembre dernier clamant à nouveau l'innocence de la Syrie, critiquant l'attitude du Liban et les pressions internationales a suscité un fervent enthousiasme ; d'autant que le jeune lion s'exprimait rarement en public en Syrie préférant souvent les médias étrangers...jusqu'en 2005 où ses discours destinés à l'intérieur furent plus fréquents.

Ce qui semble certain c'est que la pression internationale renforce la cohésion autour du régime et que le peuple syrien, se sentant menacé, redouble de nationalisme. Ainsi, par exemple, alors qu'au début de l'intervention en Irak, certains Syriens désabusés espéraient que les Américains avanceraient jusqu'à Damas, pour mettre fin au régime autoritaire, aujourd'hui il semble que le sentiment généralement répandu soit celui de la défense du pays, voire de son régime contre toute attaque étrangère.

III – Comment interpréter la politique syrienne de la France ?

Pendant 5 ans Paris a observé la gouvernance de Bachar al-Assad et espéré des ouvertures.

Elle a d'abord encouragé le jeune président puis est passée à la critique constructive. Finalement elle va devenir un des plus vifs adversaires du régime syrien, et cela avant même l'assassinat de l'ami personnel du Président français.

En septembre 2004, la France rejoint donc les Etats-Unis en votant la résolution 1 559 ; Paris veut *obtenir* le retrait des troupes syriennes du Liban. En 2005, elle *exigera* des informations sur ceux liés - de près ou de loin - à l'assassinat de Rafic Hariri.

A la suite du désaccord franco-américain sur l'Irak, l'attitude de la France pour l'adoption de la résolution 1 559 marque une évolution radicale.

On peut se demander cependant si les motivations des deux partenaires sont bien les mêmes ?

Pour la France, la préoccupation essentielle est l'affirmation de la souveraineté du Liban. Tandis que les Etats-Unis ont comme objectif premier que la pression sur la Syrie neutralise le Hizbollah et les milices palestiniennes ; il s'agit sinon de provoquer un *regime change* en Syrie, tout au moins d'entraîner une *behaviour change* et de redistribuer le pouvoir en son sein.

IV - Vers quel *scenarii* se dirige-t-on ?

Plusieurs *scenarii* sont théoriquement possibles, du plus optimiste au plus pessimiste.

Pour Damas, une sortie de crise à la libyenne serait certes la bienvenue et la plus simple : le régime s'ouvre, autorise les partis et organise de vrais élections pluralistes.

Mais il est aussi à craindre que les pressions internes et externes fassent vaciller le régime et qu'on assiste à un scénario à l'irakienne ... Le régime tomberait alors mais il faut se demander lequel lui

